Zeitschrift: Revue Militaire Suisse

Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse

Band: - (2012)

Heft: 1

Artikel: Pour une politique de sécurité crédible, qui passe par l'implication du citoyen

Autor: Froidevaux, Denis

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-514636

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Remise de l'étendard du bataillon d'aide au commandement 15.

Politique de sécurité

Pour une politique de sécurité crédible, qui passe par l'implication du citoyen

Br Denis Froidevaux

Vice-président, Société suisse des officiers (SSO)

Il ya de cela quelques années lors de l'introduction du modèle AXXI, me montrant encore plein d'espoir quant au sens de la responsabilité individuelle, je signais en qualité de président de la Société vaudoise des officiers un édito, intitulé « l'obligation de servir facultative, » interrogeant cette dérive qui consistait à admettre - de facto - qu'une partie des citoyens de ce pays érige en sport national le fait de se soustraire à leurs obligations.

Force est de constater que cette hypocrisie s'est développée (voir les chiffres dans l'article de la SVO), appuyée en cela par un parti gouvernemental qui soutient cette désobéissance citoyenne en inscrivant dans son programme « Pour une démocratie économique d'orientation sociale et écologique » la suppression pure et simple de l'armée.
Ainsi donc en l'espace d'à peine 20 ans, on aura perdu la seule mais la plus complexe bataille à mener, celle du sens même de notre destin sécuritaire.

Mais comment expliquer cette perte sens ? Quel mouvement de fond sous-tend cette évolution ?

On m'accusera d'user de truismes en expliquant que les causes sont nombreuses et multi dimensionnelles. Ne peut-on toutefois y déceler le fruit de l'inexorable et implacable effet de l'usure du temps ? Sous d'autres cieux et en d'autres temps cette réalité a déjà rattrapé d'autres civilisations, d'autres nations...
Nonobstant cette réalité, je suis intimement convaincu que si nous ne réussissons pas à modifier notre angle de vue dans notre approche des processus de réforme en cours, alors nous nous exposerons au pire des scénarii en cas de survenance d'un événement majeur ; je veux parler de la disqualification immédiate.

Dans ce contexte agité, la SSO souhaite agir en vigie et suggère donc quelques pistes :

Faire face à l'incertitude et ne pas la nier

La situation géostratégique est des plus incertaine et vouloir tracer des *scénarii* à 5, 10 ou 15 ans relève de l'astrologie. Notre pays doit s'attendre à faire face à des incertitudes stratégiques dans les domaines économique, énergétique, des biens de consommation, de la criminalité organisée, du terrorisme fondamentaliste de tout ordre, des problèmes migratoires massifs, des événements de grande ampleur du type catastrophes naturelles ou anthropiques.

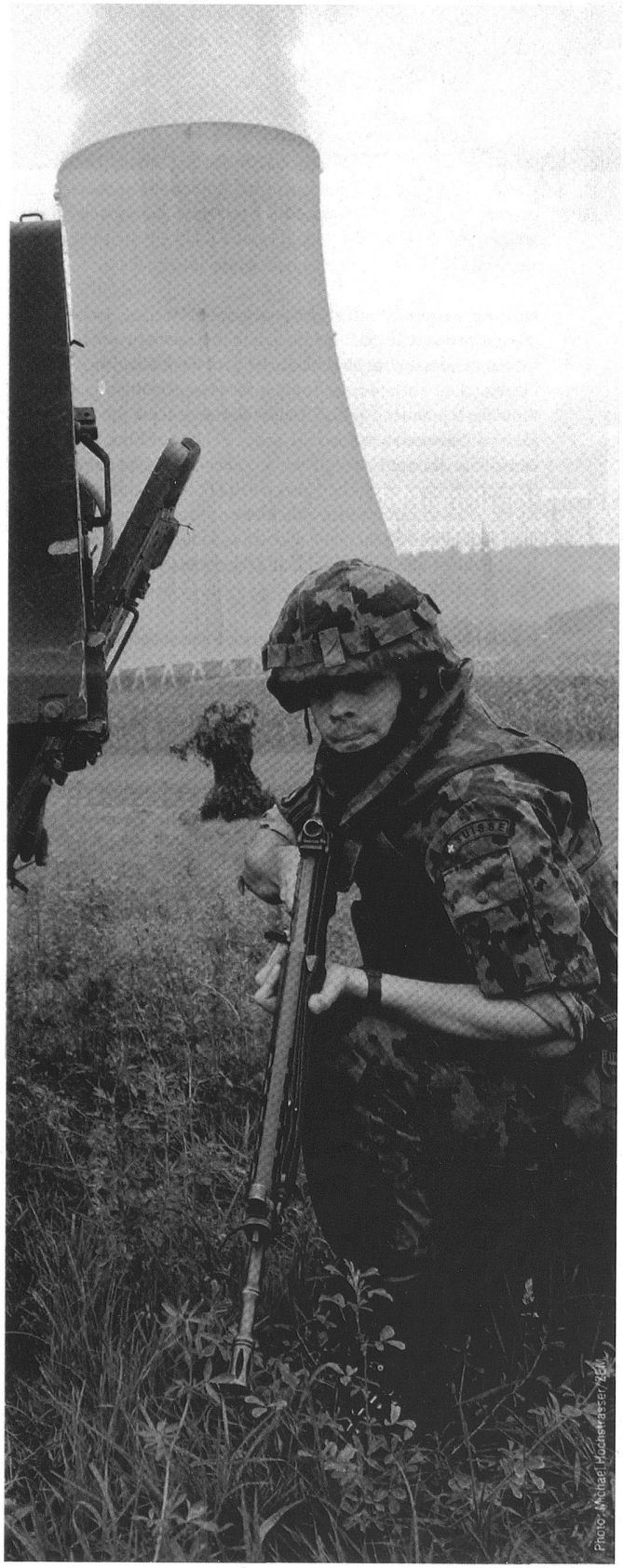
Sauf à être totalement naïf ou dogmatique, chacun conviendra que face à de telles incertitudes la règle d'or consiste à préserver notre liberté d'action. Or cette liberté d'action passe par une politique de sécurité intégrée, par une armée forte, une armée de milice, une armée apte à faire face à ces incertitudes stratégiques.

Pour beaucoup le Graal de la sécurité aurait été atteint et nous serions à l'abri pour l'éternité des affres de l'histoire... Quelle douce naïveté !
Ce qui est beaucoup plus inquiétant, c'est d'observer la position du Conseil fédéral en la matière. Lorsque l'on sait que le cadre fixé, à savoir 80'000 hommes et 4,4 milliards, ne repose sur aucune analyse sérieuse, on est en droit de douter de la stratégie suivie. Cette manière de faire n'est pas sérieuse ! Méthodologiquement, lorsque l'on configure une stratégie sécuritaire on part des risques, menaces, dangers pour arriver à une organisation, à un budget et à des moyens. Et non l'inverse !

Faire face à l'incertitude, c'est admettre que l'horizon temporel en terme de politique de sécurité ne s'arrête pas aux limites d'une législature mais s'inscrit dans un processus itératif avec une vision à long terme.

Assurer la cohérence

Les Autorités politiques se doivent d'être en mesure de décliner une vision de la sécurité fondée sur la défense



des intérêts stratégiques du pays. Ce qui, on vient de le voir, n'est toujours pas le cas à ce jour... Au demeurant, a-t-on formellement identifiés les intérêts stratégiques de la Suisse ? J'en doute personnellement...

Cette vision nécessiterait de considérer la politique de sécurité comme un produit composite, constitué de l'usage conjugué ou alternatif des moyens sécuritaires, de la recherche active et de l'exploitation du renseignement, de la diplomatie, de l'économie et... *last but not least* de l'implication active de la composante No 1 d'une collectivité : le citoyen.

Pour des questions bassement politiques on sait aujourd'hui que cette approche n'est pas possible, et que les réflexions et travaux en cours se font « en silo » entre les Départements concernés.
La SSO considère cette situation comme dangereuse et inacceptable. Il en va de la sécurité des citoyens de ce pays, en Suisse ou à l'étranger car c'est bien de cela dont il s'agit.

Rechercher la crédibilité

Il n'est plus concevable aujourd'hui de considérer la politique de sécurité en général, et l'armée en particulier, comme une thématique secondaire, avec laquelle on peut « jouer, » tout comme il n'est plus concevable politiquement d'opposer la sécurité sociale à la sécurité... à l'aide d'arguments du type « moins d'argent pour l'armée et plus pour la politique sociale. » Cette voie est politiquement sans issue.
Nous attendons du Conseil fédéral qu'il fixe clairement à l'armée ses objectifs en matière sécuritaire, puis qu'il fixe un profil de prestations sur la base des missions constitutionnelles et, enfin, que le Parlement alloue les ressources nécessaires à la réalisation de ces objectifs. Toute autre approche relève de la roulette russe, ce que la SSO ne peut admettre.

Ce qui a été vécu lors du développement du modèle AXXI ne doit pas se répéter. Vis-à-vis de la milice, il serait absurde et irrespectueux de ne pas être en mesure de garantir les ressources nécessaires au fonctionnement d'un modèle organisationnel décidé par le Parlement et validé par le peuple.

A ce sujet, la SSO sera particulièrement attentive, sachant que les germes du problème font déjà partie intégrante des réflexions en cours. Ce qui est pour le moins inquiétant, tout autant que de constater que le rapport sur la politique de sécurité adopté par le Conseil fédéral ne répond pas de manière satisfaisante aux questions de base...

Quelle armée demain ?

Tout aurait été dit ou écrit à ce sujet... Nous ne pouvons néanmoins faire fi des facteurs clefs, aussi permettez d'y revenir, une fois encore.

Disons-le sans ambages, l'armée en 2011 vit des heures hautement délicates. Mais elle décroche aussi de magnifiques succès, que ce soit en termes de motivation de la troupe, d'inventivité des cadres, du sens des responsabilités de la milice ou des réussites des missions attribuées qui à chaque fois sont remplies à satisfaction !

Nonobstant les problèmes de cohérence entre les prestations attendues et les budgets y afférents - source de mille maux, l'organisation elle-même souffre de certains

problèmes significatifs, comme par exemple :

- Une gestion du capital humain approximative ;
- L'érosion des valeurs clefs que représente notre armée de milice (discipline, rigueur, plurilinguisme, ancrage régional, ciment confédéral, etc.) ;
- Des développements stratégiques non aboutis ;
- Des réformes incessantes (AXXI-Etapes de développement 08-11) ;
- Une trop grande multiplicité de projets dont ont peine parfois à identifier la cohérence ;
- Une tendance à « l'américanisation » des méthodes de gestion avec une volonté de centralisation à outrance ;
- Un système logistique défaillant ;
- Des décisions parfois inapplicables dans les faits (exemple : de fixer un plafond à 60 jours de service de troupe au maximum sur 2 ans quel que soit le grade et la fonction !) ;
- Un système de formation des cadres dont la durée et le niveau a été nivelé par le bas et ceci pour répondre aux besoins de la collectivité et de l'économie.
- ....

Se fondant sur ce qui précède et sur les travaux en cours dans le cadre du rapport sur l'armée, la SSO a dans son papier de position clairement exprimé ses attentes et ses exigences. En voici la synthèse :

1. Maintien du système de milice et de l'obligation de servir

Le seul modèle d'armée qui est pratiquement, économiquement, politiquement, socialement viable, reste et restera pour de nombreuses années encore l'armée de milice, fondée sur l'obligation de servir. L'ensemble des pays européens qui ont renoncé à la conscription obligatoire, recherchent des solutions afin de revenir en arrière, tant les problèmes d'effectifs sous l'angle qualitatif et quantitatif sont importants.
Rappelons ici les avantages non négligeables d'une armée de milice : la souplesse dans l'engagement des moyens, les relèves possibles, la capillarité entre le savoir civil et le savoir militaire ou l'implication du citoyen lambda dans sa propre sécurité. Et *quid* des rôles « cachés » d'une armée liée au peuple : mélange des cultures, des langues, des couches sociales ? Enfin, répétons-le, puisque l'argent gouverne le monde, l'armée de milice est l'unique modèle économiquement acceptable.

L'abandon de la milice et du service obligatoire seraient donc totalement irréalistes, déconnectées des réalités et surtout totalement hors sol par rapport à une stratégie sécuritaire d'un pays tel la Suisse - sans parler de l'impossible viabilité économique d'une armée professionnelle.

La proposition de supprimer l'obligation de servir semble d'ailleurs davantage guidée par la lâcheté ou le strict intérêt politique que par de réelles convictions idéologiques. Il est probablement plus aisé d'obtenir des voix en supprimant une obligation qu'en réaffirmant son importance !

Osons ré-affirmer que chaque citoyen de ce pays peut et doit s'engager pour le bien collectif No. 1, à savoir : le droit de vivre en sécurité ; tout en admettant que la notion même de service obligatoire devra être revisitée afin de prendre en compte les besoins des autres organisations sécuritaires regroupées sous le chapeau de la protection de la population.

A l'inverse, la SSO ne conteste pas que certaines fonctions spécifiques pourraient être professionnalisées.

2. Appliquer avec rigueur le principe « énoncé-déduction-conséquence »

Assurer la cohérence entre les risques- dangers- menaces, le profil de prestations et le financement. Cette servitude est simple... Et si les intérêts économiques et mercantiles l'emportent, alors il faudra réviser les prestations à la baisse, et expliquer à la population, par exemple, pourquoi lorsqu'un canton sollicite l'aide subsidiaire de l'armée, elle ne pourra y répondre faute de moyens ou d'effectif en suffisance. Il ne peut plus être question de rester dans l'hypocrisie qui consiste à croire que l'on est en mesure de fournir une prestation alors que tel n'est pas le cas. C'est irresponsable !

3. Garantir l'ancrage politique, territorial et émotionnel de l'armée

Assurer un fonctionnement de l'armée de milice du bas vers le haut et non l'inverse. Aussi, toute forme de centralisation à outrance doit être combattue. Cela signifie clairement que la voie suivie dans le modèle AXXI doit être revue.

4. Placer l'homme au centre

Valoriser l'engagement personnel du milicien, en particulier des cadres, par une reconnaissance des formations, par exemple via un abattement fiscal, par une valorisation humaine, par une compatibilité mesurée des modèles de service avec les besoins du monde académique et économique.

5. Financer l'armée de manière appropriée

Attribuer des moyens sous forme d'enveloppe budgétaire en laissant la souplesse nécessaire en matière d'investissements.

6. Coopérer intelligemment

Il est plus qu'évident que le destin sécuritaire de la Suisse lui appartient, mais qu'elle ne peut l'assumer seule ! Cette forme de schizophrénie doit nous conduire à coopérer partout où cela est possible sans hypothéquer notre souveraineté et sans perdre de vue que coopérer n'équivaut pas à reporter sur les autres le poids de la charge financière... Les domaines sont nombreux et multiples à l'instar du renseignement, de la police aérienne, de la lutte contre les armes à longues portées, des opérations de stabilisation sur sol européens, de l'aide humanitaire, des transports héliportés, du domaine ABC, de l'appui aux forces de police par l'engagement de la sécurité militaire, etc...

Conclusions

Ce constat oblige la SSO à s'engager sur un terrain qui n'est pas originellement le sien. C'est donc forcés et contraints que nous agirons sur le terrain politique pour (re)donner du sens à notre destin sécuritaire commun. Cette obligation, que nous voulons dénuée de toute compromission, n'a qu'un seul objectif : faire comprendre à nos élites politiques que cette sécurité est un bien trop précieux pour la limiter à un combat idéologique, à des intérêts purement électoralistes ou à une dimension purement mercantile.

Bien sûr, on nous reprochera, même parmi les nôtres, de faire dans la provocation, les effets de manche ou autres effets d'annonce. A ceux là rappelons-leur nos valeurs. Pour lesquelles nous nous montrerons toujours intransigeants. Ceci n'empêche toutefois pas pour les officiers de ce pays de réaffirmer haut et fort la valeur de la sécurité pour le bien être de la population dans son ensemble et de faire comprendre que la sécurité a un coût. Mais soyons clairs, si par malheur les élites politiques devaient ne pas respecter les facteurs clefs minimaux, nous n'aurons aucune hésitation, en ultime recours, à mettre dans les mains du peuple la décision finale.

A ce stade, en voulant faire preuve davantage de lucidité que de vouloir jouer les Cassandre, je ne peux résister à la tentation de citer Dino Buzzati dans son magnifique ouvrage *le Désert des Tartares* : « [...] Pour la millième fois le Lieutenant Drogo engagé aux avant postes du Fort de Bastiani, regarda par la longue-vue le triangle de désert visible, espérant ne rien apercevoir, espérant que la route serait déserte, qu'il n'y aurait aucun signe de vie, voilà ce que souhaitait Drogo après avoir consumé sa vie à attendre l'ennemi, les Tartares.
Au lieu de cela une bande noire traversait obliquement le fond de la plaine et cette bande bougeait... c'était eux... A ce moment Drogo vit l'image de la longue vue tourbillonner, qui devenait toujours plus sombre et ce fut l'obscurité totale, il s'affaissa et s'évanouit, telle une marionnette, les forces l'abandonnant, la maladie l'emportant... [...]»

Quelle magnifique métaphore... une mise en garde à ceux qui croient que l'ennemi a disparu, alors qu'il est ancré dans l'Etre humain lui même... Sachons apprendre de Drogo et ne laissons pas nos forces nous abandonner dans un moment clef ; il en va de l'avenir de cette terre qui est la nôtre. Plus qu'une terre, un pays...

D. F.